

Cadre réservé au Conseil Régional

Numéro de dossier :
Date de la demande (dossier complet) :
Inscription lors de la session du :

A retourner à votre Conseil Régional par mail à : tableau@ordec.fr

Motif d'inscription¹ :

- Première inscription²
- Réinscription après
 - Mise en congé provisoire
 - Radiation suite à votre demande
 - Radiation d'office (article 16, D 15/10/1945)

Inscription demandée en qualité :

- D'Expert-Comptable indépendant
- D'Expert-Comptable salarié

Visa fiscal – demande d'habilitation :

- Oui
- Non

Tiers de confiance – demande de convention :

- Oui
- Non

1. ETAT CIVIL

Titre :

- Madame
- Monsieur

Nom patronymique :

Nom marital :

Nom usuel³ :

Prénom(s) :

Naissance :

Date : [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Ville :

Département : [] [] []

Pays :

¹. Cochez la case correspondante

². Si vous êtes déjà inscrit(e) dans une autre région, demandez le formulaire « inscription secondaire »

³. Le nom usuel est celui sous lequel vous souhaitez figurer au Tableau de l'Ordre

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

Êtes-vous inscrit(e) sur une liste de **Commissaires aux Comptes** :

- Oui, auprès de quelles(s) Cour(s) d'appel et depuis quelle date :
..... [] [] [] [] [] []
..... [] [] [] [] [] []
..... [] [] [] [] [] []
- Non

Êtes-vous inscrit(e) comme **Expert judiciaire** :

- Oui, auprès de quelles(s) juridictions (s) et depuis quelle date :
..... [] [] [] [] [] []
..... [] [] [] [] [] []
..... [] [] [] [] [] []
- Non

Adresse personnelle :

.....
.....

Code postal : [] [] [] [] [] Ville : Pays :

Numéro de téléphone personnel :

Adresse e-mail personnelle :

2. RENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS

A. Exercice de la profession d'Expert-Comptable sous le régime à titre BNC

BNC :

- Oui
 Non

EIRL :

- Oui
 Non

Adresse professionnelle :

.....
.....

Code postal : [] [] [] [] [] Ville : Pays :

Téléphone :

Portable :

Adresse e-mail :

Site internet :

Numéro de SIREN / SIRET :

Numéro d'inscription au RCS :

Numéro de TVA intracommunautaire :

Projet d'acquisition de clientèle :

- Oui, Nom du cédant :
- Non

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

B. Exercice de la profession d'Expert-Comptable dans une société d'expertise comptable, une succursale ou une Association de Gestion et de Comptabilité déjà constituée ou en cours de création

En qualité d'associé :

- Oui
 Non

En qualité de dirigeant :

- Oui
 Non

En qualité de salarié :

- Oui
 Non

Dénomination sociale de la structure :

.....
.....

Sigle de la structure⁴ :

.....

Adresse de la structure :

.....
.....

Code postal : [] [] [] [] [] Ville : Pays :

Téléphone :

Portable :

Adresse e-mail :

Numéro de SIREN / SIRET :

Responsable Ordinal de la structure :

Prénom :

Nom :

Adresse que vous souhaitez voir figurer dans l'annuaire de l'Ordre, en cas de pluralité d'adresses professionnelles :

Entité :

Adresse :

.....
.....

Code postal : [] [] [] [] [] Ville : Pays :

⁴. Sigle mentionné dans les statuts de la société uniquement

3. RENSEIGNEMENT DIVERS

A. Diplôme(s) ou titre(s) justifiant l'inscription au Tableau de l'Ordre

- Diplôme d'expertise comptable⁵
- Attestation d'admission à l'épreuve d'aptitude prévue à l'Article 26 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945⁶
- Autorisation de s'inscrire au Tableau de l'Ordre en qualité d'Expert-Comptable dans le cadre de la procédure prévue par l'Article 27 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945⁷
- Autorisation d'inscription dans le cadre de la procédure prévu par l'Article 7 bis de l'Ordonnance du 19 septembre 1945⁸

B. Mémoire

Titre de votre mémoire :

.....
.....

Date de session :

Notes :

ou

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Soutenance• Oral• Ecrit : | <ul style="list-style-type: none">• Soutenance :• Déontologie :• Révision : |
|---|---|

C. Dernier Maître de stage

Prénom :

Nom :

Inscription à titre principal auprès de quel Tableau de l'Ordre :

D. Situation professionnelle actuelle

- Activité libérale⁹
- Salarié en entreprise¹⁰
- Salarié d'un membre de l'Ordre¹¹
- Dirigeant d'une société non-membre de l'Ordre¹²
- Chômage¹³

⁵. Copie du diplôme

⁶. Article 26 : attestation d'admission à l'épreuve d'aptitude délivrée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche / photocopie des diplômes et traduction le cas échéant

⁷. Article 27 : autorisation d'inscription délivrée par le ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique / photocopie des diplômes et traduction le cas échéant

⁸. Notification de la Décision de la Commission nationale, article 7 bis

⁹. Certificat SIREN

^{10 et 11}. Attestation de l'employeur

¹². Extrait Kbis

¹³. Attestation inscription Pôle Emploi

E. Inscription auprès d'un Ordre professionnel étranger

Etes-vous déjà inscrit(e) auprès d'un Ordre professionnel étranger :

- Oui, lequel et dans quel pays :

.....
.....

- Non

4. DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE 158-7-1° du CGI

- Vous confirmez demander à être habilité à exercer le visa fiscal dans les conditions prévues par l'Article 158-7-1^o¹⁴ et 1649 quater L¹⁵ du Code général des impôts.

NB : Si vous décidez ensuite d'exercer le visa fiscal, il vous faudra conclure à tout moment une convention avec l'administration fiscale portant sur une période de trois ans. Seule cette convention permet de viser les déclarations fiscales dans les conditions fixées par le Code général des impôts.

5. DECLARATION A LA CNIL

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre inscription et votre participation aux événements de l'Ordre (Assemblées Générales, congrès...). Elles font l'objet d'un traitement automatisé et sont destinées au Conseil Régional et au Conseil National de l'Ordre des Experts-Comptables. Elles sont publiées dans l'annuaire de l'Ordre.

Vos données vont être conservées pendant toute la période de votre inscription au Tableau et en archives définitives pour la réalisation de statistiques professionnelles dans le respect de l'Article 29-7° du décret du 30 mars 2012. L'email professionnel fourni sera publié dans l'annuaire du Conseil Régional, sauf opposition de vote part.

Nous vous rappelons que vous disposez d'un droit à la portabilité de vos données, de droits d'accès, de rectification, de limitation et d'opposition pour motifs légitimes sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables. Vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle. Pour exercer vos droits, il vous suffit d'adresser un mail à l'adresse suivante : accueil@orddec.fr.

Les données collectées pour la finalité initiale peuvent également être transmises aux partenaires commerciaux de l'Ordre aux fins de prospection commerciale.

Si vous autorisez la communication de vos données personnelles aux partenaires de l'Ordre à des fins de prospection commerciale, merci de cocher cette case :

6. DROITS SOCIAUX DETENUS A CE JOUR DANS UNE SOCIETE MEMBRE DE L'ORDRE

Région ordinaire du siège social	Raison sociale	Numéro d'inscription à l'Ordre	Droits sociaux détenus		Date de début de détention des droits	Fonction(s) au sein de la société	Exercice effectif dans la société	
			Nombre	%			<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
							<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
							<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
							<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

¹⁴. Le montant des revenus et charges énumérés ci-après, retenu pour le calcul de l'impôt selon les modalités prévues à l'Article 197, est multiplié par 1,25. Ces dispositions s'appliquent : aux titulaires de revenus passibles de l'impôt sur le revenu, dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux ou des bénéfices agricoles, réalisés par des contribuables soumis à un régime réel d'imposition / ou qui ne font pas appel aux services d'un expert-comptable, d'une société membre de l'ordre ou d'une association de gestion et de comptabilité, autorisé à ce titre par l'administration fiscale et ayant conclu avec cette dernière une convention en application des Articles 1649 quater L et 1649 quater M.

¹⁵. L'Article 1649 quater L du Code général des impôts dispose que les Experts-Comptables doivent obtenir une autorisation délivrée par le Commissaire du Gouvernement auprès du Conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables, dans le ressort duquel ils sont inscrits, après avis du Conseil Régional.

7. RESPONSABILITES OU ACTIVITES DIVERSES

Préciser ici les responsabilités diverses ou fonctions ainsi que les organismes concernés (exemple : fonctions électives nationales ou territoriales, centre de gestion, association agréée de professions libérales, enseignements universitaires...).

Nom de l'organisme	Fonction(s)	Date de prise de fonction(s)	Commentaires

- Je certifie sincères et véritables les informations contenues dans le présent questionnaire.
- Je m'engage à faire connaître au Conseil Régional de l'Ordre, dans un délai maximum d'un mois, tout changement intervenu dans mon adresse ou ma situation professionnelle, et à joindre les justificatifs correspondants.

Fait à :

Le :

Signature (précédée de la mention manuscrite « certifié exact ») :

LISTE DES PIÈCES A RETOURNER AVEC LE PRESENT QUESTIONNAIRE

- Questionnaire obligatoire pour l'**enquête de moralité** dûment rempli (Annexe 2) – *pour les personnes de nationalité étrangère, joindre un extrait de l'acte de naissance comportant la filiation.*
- Copie du diplôme d'expertise comptable ou de l'attestation de réussite à l'examen, ou autorisation d'inscription au Tableau de l'Ordre** (Article 7 bis, Articles 26 ou 27...). – *l'enquête de moralité obligatoire est diligentée à chaque demande d'inscription. Afin de ne pas retarder cette formalité, qui peut durer environ 1 mois et demi, nous vous demandons de nous faire parvenir le questionnaire correspondant à l'annexe 2 dûment complété par retour du courrier, et de la copie de votre diplôme ou de votre autorisation d'inscription au Tableau sans attendre d'avoir réuni les autres pièces du dossier qui devront nous parvenir 10 jours au plus tard après l'envoi de ces deux documents.*
- Curriculum vitae**
- Liste des diplômes** dûment remplie en précisant la date d'obtention des diplômes (Annexe 8)
- Autorisation d'usage d'un précédent nom marital**¹⁶
- Photocopie recto/verso de la carte nationale d'identité ou du passeport ou de la carte de séjour**
- Copie du bail des locaux** dans lesquels vous vous proposez d'exercer votre profession ou **justification de la propriété des locaux** et possibilité d'y exercer la profession – *uniquement pour les Experts-Comptables indépendants régime BNC*
- Justification de la **situation professionnelle** à la date de la demande¹⁷
- Attestation de votre employeur inscrit à l'Ordre**, précisant que vous serez salarié(e) de sa structure en qualité d'Expert-Comptable (Annexe 3)
OU **Attestation du représentant légal de la société**, en cas d'exercice en qualité d'associé d'une société d'expertise comptable (Annexe 4)
OU **Certificat de fin de contrat de votre employeur**, s'il n'est pas membre de l'Ordre
- Attestation d'indépendance** accompagnée des justificatifs (Annexe 5)
- Attestation sur l'honneur** (Annexe 1)
- Attestation provisoire justifiant de votre souscription à une **assurance responsabilité civile professionnelle** auprès d'une compagnie de votre choix (Annexe 6), ou attestation d'assurance de votre employeur, inscrit à l'Ordre, personne physique ou morale, précisant que vous êtes couvert(e) par le contrat qu'il a souscrit (Annexe 7)

¹⁶. Pour les femmes mariées souhaitant faire usage de ce précédent nom marital comme nom usuel

¹⁷. Certificat de travail de l'employeur actuel, certificat ASSEDIC ou certificat INSEE Répertoire national des entreprises et de leurs établissements

ANNEXE 1
ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e),

Prénom et Nom :

Adresse :

.....
.....

atteste sur l'honneur,

jouir de mes droits civils,

n'avoir subi aucune condamnation criminelle ou correctionnelle de nature à entacher l'honorabilité et notamment aucune condamnation comportant l'interdiction du droit de gérer et d'administrer les sociétés,

et être à jour de toutes mes obligations fiscales.

Fait à :

Le :

Signature :

ANNEXE 2
QUESTIONNAIRE OBLIGATOIRE EN VUE D'ENQUETE DE MORALITE

Inscription demandée en qualité de :

- Expert-Comptable indépendant
- Expert-Comptable salarié

Prénom(s) :

Nom :

Nom de jeune fille :

Naissance :

Date : [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Ville :

Département : [] []

Pays :

Prénom(s) et nom du père :

Prénom(s) et non de jeune fille de la mère :

Adresse au 1^{er} janvier en cours :

.....

Adresse actuelle (si déménagement survenu après le 1^{er} janvier de l'année en cours) :

.....

Adresse professionnelle actuelle :

.....

Numéro de téléphone (permettant de vous joindre impérativement) : [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Adresse des services fiscaux auxquelles a été adressée la dernière déclaration de revenus :

.....

.....

Adresse des services fiscaux auxquels ont été adressées les déclarations fiscales antérieures (si différentes de la précédente) :

.....

Fait à :

Le :

Signature :

ANNEXE 3

ATTESTATION DE L'EMPLOYEUR INSCRIT A L'ORDRE

Seulement en cas d'exercice en qualité de salarié d'un cabinet, d'une société d'expertise comptable, d'une succursale ou d'une association de gestion et de comptabilité

Modèle à reproduire obligatoirement sur papier à en-tête

Je soussigné(e),

(Prénom et nom)

agissant en qualité de **(fonction)**

de la société / du cabinet d'expertise comptable / de la succursale / de l'AGC

inscrit(e) au Tableau de l'Ordre de la région

atteste que :

Madame / Monsieur **(prénom et nom du candidat)**

demeurant à **(adresse du domicile)**

.....

a été embauché(e) le

et demande son inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables, afin d'exercer la profession d'Expert-Comptable en qualité de salarié(e) de ladite société / dudit cabinet / de la succursale / de l'AGC.

Fait à :

Le :

Signature (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

ANNEXE 4

ATTESTATION DU REPRESENTANT LEGAL DE LA SOCIETE

Seulement en cas d'exercice en qualité d'associé d'une société d'expertise comptable

Modèle à reproduire obligatoirement sur papier à en-tête

Je soussigné(e),

(Prénom et nom)

agissant en qualité de **(fonction)**

de la société

inscrit(e) au Tableau de l'Ordre de la région

atteste que :

Madame / Monsieur **(prénom et nom du candidat)**

demeurant à **(adresse du domicile)**

.....

demande son inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables, afin d'exercer la profession d'Expert-Comptable en qualité d'Expert-Comptable indépendant de ladite société.

Fait à :

Le :

Signature (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

ANNEXE 5
DECLARATION D'INDEPENDANCE PROFESSIONNELLE

Je soussigné(e),

(Prénom et nom)

(adresse domicile)

(profession actuelle)

Sollicite mon inscription au Tableau de l'Ordre de la Région
en qualité d'Expert-Comptable,

déclare¹ :

n'avoir, dès maintenant, aucune attache salariée avec un employeur autre qu'un membre de l'Ordre des Experts-Comptables, qu'une AGC ou qu'un membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes ;
avoir pris toute disposition pour réaliser mon indépendance professionnel à compter du² :

que j'exercerai la profession comme salarié(e)³ :

de Madame / Monsieur ;
de la société ;
de la succursale ;
de l'AGC ;

inscrit(e) au Tableau de l'Ordre de la Région

que j'exercerai la profession :

en qualité de⁴ ;
pour la société ;
inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région

que j'exercerai la profession à titre indépendant ;

m'engager à n'accepter dans l'avenir aucune fonction, aucun emploi et à n'exercer aucune activité incompatible avec les prescriptions, reproduites au verso, de l'article 22 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et à faire respecter par mes employés, les dispositions qui leur sont applicables.

Fait à :

Le :

Signature (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

¹ Rayer les mentions inutiles

² Joindre une attestation du dernier employeur confirmant cette date

³ Joindre une attestation de l'employeur (annexe 3)

⁴ En cas d'exercice en qualité d'associé, joindre une attestation du représentant légal de la société (annexe 4). En cas d'exercice en qualité de mandataire social, préciser la nature du mandat social exercé (président du conseil d'administration, directeur général, gérant...) et joindre une justification (Kbis, PV d'assemblée...)

ARTICLE 22 DE L'ORDONNANCE DU 19 SEPTEMBRE 1945

Modifié par ordonnance n°2004-279 du 25 mars 2004, art. 5 ; par Loi n°2010-853 du 23 juillet 2010, art. 22 et 24 ; par Loi n°2011-331 du 28 mars 2011, art. 33 ; par ordonnance n°2014-443 du 30 avril 2014

L'activité d'expertise comptable est incompatible avec toute occupation ou tout acte de nature à porter atteinte à l'indépendance de la personne qui l'exerce en particulier :

Avec tout emploi salarié, sauf chez un autre membre de l'ordre, chez un membre de la compagnie nationale des commissaires aux comptes, dans une succursale ou dans une association de gestion et de comptabilité ;

Avec toute activité commerciale ou acte d'intermédiaire autre que ceux que comporte l'exercice de la profession, sauf s'il est réalisé à titre accessoire et n'est pas de nature à mettre en péril l'exercice de la profession ou l'indépendance des associés experts-comptables ainsi que le respect par ces derniers des règles inhérentes à leur statut et à leur déontologie. Les conditions et limites à l'exercice de ces activités et à la réalisation de ces actes sont fixées par les normes professionnelles élaborées par le Conseil supérieur de l'ordre et agréées par arrêté du ministre chargé de l'économie ;

Avec tout mandat de recevoir, conserver ou délivrer des fonds ou valeurs ou de donner quittance, sauf si l'opération s'effectue à titre accessoire et par les comptes ouverts dans les livres d'un fonds de règlement créé à cet effet, dans des conditions fixées par décret. Le décret définit les modalités de fonctionnement et de contrôle de ce fonds. Un commissaire aux comptes et un commissaire aux comptes suppléant sont désignés pour contrôler le respect par le fonds de l'ensemble des règles et obligations applicables, outre les dispositions du titre II du livre VIII du code de commerce. Le commissaire aux comptes peut se faire communiquer tous les documents et renseignements nécessaires à sa mission. A l'issue de ses opérations de contrôle, il en fait rapport à l'assemblée du fonds de règlement des experts-comptables. Toutefois, si la délivrance de fonds correspond au paiement de dettes fiscales ou sociales pour lequel un mandat a été confié au professionnel, elle peut être effectuée directement sans transiter par le fonds précité.

Il est en outre interdit aux membres de l'ordre, aux succursales et aux associations de gestion et de comptabilité, ainsi qu'à leurs salariés mentionnés à l'article 83 ter et à l'article 83 quater d'agir en tant qu'agent d'affaires, d'assumer une mission de représentation devant les tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif, d'effectuer des travaux d'expertise comptable, de révision comptable ou de comptabilité pour les entreprises dans lesquelles ils possèdent directement ou indirectement des intérêts substantiels.

Ils peuvent toutefois accepter, sous le contrôle du conseil régional dont ils relèvent et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'ordre des experts-comptables, tout mandat social dans toute société, groupement ou association, dès lors que ce mandat n'est pas de nature à porter atteinte à leur indépendance, ainsi que les missions d'expert qui leur sont confiées, les fonctions d'arbitre et celles de commissaire aux comptes dans les conditions prévues au livre VIII du code de commerce.

Ils peuvent également donner des consultations, effectuer toutes études et tous travaux d'ordre statistique, économique, administratif, juridique, social ou fiscal et apporter leur avis devant toute autorité ou organisme public ou privé qui les y autorise mais sans pouvoir en faire l'objet principal de leur activité et seulement s'il s'agit d'entreprises dans lesquelles ils assurent des missions d'ordre comptable de caractère permanent ou habituel ou dans la mesure où lesdites consultations, études, travaux ou avis sont directement liés aux travaux comptables dont ils sont chargés.

Les interdictions ou restrictions édictées par les trois alinéas précédents s'étendent aux employés salariés des membres de l'ordre, des succursales et des associations de gestion et de comptabilité, et à toute personne agissant pour leur compte ou ayant avec eux des liens ou intérêts communs.

Les membres de l'ordre et les dirigeants, administrateurs et salariés des associations de gestion et de comptabilité peuvent participer à l'enseignement professionnel : toutefois, sauf pour les professeurs de l'enseignement public, les missions définies à l'article 2 ci-dessus doivent demeurer l'objet principal de leur activité. Ils peuvent procéder à des travaux et études de statistiques et de documentation économique pour le compte des entreprises privées et des organismes professionnels.

ANNEXE 6
ATTESTATION PROVISOIRE D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
PROFESSIONNELLE

Exercice de la profession à titre indépendant (régime BNC)

Je soussigné(e),

(Prénom et nom)

(qualité)

(adresse domicile)

.....

Atteste au nom de la Compagnie d'assurances

que Madame / Monsieur (prénom et nom)

(adresse)

.....

qui sollicite son inscription à l'Ordre des Experts-Comptables de la Région

a souscrit un contrat d'assurance n°....., par lequel
il/elle bénéficiera des garanties conformes aux dispositions du décret n°2012-432 du 30 mars 2012, pris en
application de l'article 17 de l'ordonnance n°452138 du 19 septembre 1945.

La prise d'effet de ce contrat sera la date de l'inscription à l'Ordre de la région

Dès que nous aurons connaissance de cette date, nous adresserons directement au Conseil Régional de l'Ordre une
attestation définitive.

La présente attestation a été délivrée pour être remise au Conseil Régional de l'Ordre en vue de compléter le
dossier d'inscription.

Fait à :

Le :

Signature (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

ANNEXE 7
ATTESTATION PROVISOIRE D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
PROFESSIONNELLE

Exercice de la profession en qualité de salarié ou d'associé

Je soussigné(e),

(Prénom et nom)

(qualité)

(adresse domicile)

.....

Atteste au nom de la Compagnie d'assurances

que Madame / Monsieur **(prénom et nom)**

(adresse)

.....

qui sollicite son inscription à l'Ordre des Experts-Comptables de la Région

est couvert(e) par un contrat d'assurance n°.....,

souscrit par la société d'expertise comptable / le cabinet / la succursale / l'AGC

(adresse de la structure)

.....

La prise d'effet de ce contrat sera la date de l'inscription à l'Ordre de la région

Dès que nous aurons connaissance de cette date, nous adresserons directement au Conseil Régional de l'Ordre une attestation définitive.

La présente attestation a été délivrée pour être remise au Conseil Régional de l'Ordre en vue de compléter le dossier d'inscription.

Fait à :

Le :

Cachet professionnel et signature de l'assureur :



ANNEXE 8
LISTE DES DIPLÔMES

ECOLES COMMERCIALES ET DE GESTION		
ECOLES	DIPLÔMES	OBTENU (ANNEE)
HEC	Option Finances et Comptabilité	
HEC	Autres options	
ESSEC	Option Finances et Comptabilité	
ESSEC	Autres options	
ESCP	Option Finances et Comptabilité	
ESCP	Autres options	
ESC	Amiens, Bordeaux, Brest, Chambéry, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Normandie, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Toulouse, Tours, Troyes	
EAP	Ecole Européenne des Affaires	
EDHEC	Ecole du Haut Enseignement Commercial (Lille)	
ISG	Institut Supérieur de Gestion	
ICN	Institut Commercial de Nancy	
ESLSCA	Ecole Supérieure Libre des Sciences Comptables Appliquées	
ISC	Institut Supérieur de Commerce	
EBS	European Business School	
ESSCA	Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers	
IECS	Institut Européen d'Etudes Commerciales Supérieures, Strasbourg – Option Finances et Comptabilité	
IECS	Id – Autres options	
ESG	Ecole Supérieure des Affaires	
ISA	Institut Supérieur des Affaires	
CPA	Centre de Perfectionnement des Affaires	
AUDENCIA	Ecole Management d'Angers	
Autres	Préciser :	

ETUDES POLITIQUES ET GRANDES ECOLES D'ADMINISTRATION		
ACRONYMES	ECOLES	OBTENU (ANNEE)
ENSAE	Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique	
IEP	Institut d'études Politiques de Paris – Section économique et financière	
IEP	Institut d'études Politiques de Paris – Autres sections	
IEP	Institut d'études Politiques de Province – Section économique et financière	
IEP	Institut d'études Politiques de Province – Autres sections	
INSEAD	Institut Européen d'Administration des Affaires (Fontainebleau)	
MBA	Master of Business and Administration	
Autres	Diplôme étranger – préciser :	

ENSEIGNEMENT COMPTABLE SUPERIEUR		
ECOLES	DIPLÔMES	OBTENU (ANNEE)
INTEC	Certificat de 1er cycle de l'INTEC	
INTEC	DEFC, Diplôme d'Études Financières et Comptables de l'INTEC (régime 1981)	
INTEC	DES, Diplôme d'Études Supérieures	
INTEC	DGC, Diplôme de Gestion et de Comptabilité	
INTEC	DSGC, Diplôme Supérieur de Gestion et de Comptabilité	

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

	DEC, Diplôme d'Expertise Comptable (régime 1973)	
	DEC, Diplôme d'Expertise Comptable (régime 1981)	
	DEC, Diplôme d'Expertise Comptable (régime 2010/2012)	
Agrégation		
ETAT	DECS, Diplôme d'Études Comptables Supérieures (régime 1981)	
ETAT	DESCF, Diplôme d'Études Supérieures Comptables et Financières (régime 1981)	
ETAT	DECF, Diplôme d'Études Comptables et Financières (régime 1981)	
ETAT	DPECF, Diplôme Préparatoire aux Études Comptables et Financières (régime 1981)	
ETAT	DCG, Diplôme de Comptabilité et de Gestion (régime 2009/2012)	
ETAT	DSCG, Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (régime 2009/2012)	
BTS	Préciser :	
Autres	Diplôme Union Européenne - Préciser :	
Autres	Diplôme étranger (hors UE) - Préciser :	

ECOLE D'INGENIEUR		
ACRONYMES	ECOLES	OBTENU (ANNEE)
	Ecole Polytechnique	
ENSM	École Nationale Supérieure des Mines (Paris, Saint-Etienne, Nancy)	
ENPC	Ecole Nationale des Ponts et Chaussées	
	Ecole Centrale (Paris, Lyon)	
SUP AERO	École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace	
INA	Institut National Agronomique	
TELECOM	École Nationale Supérieure des Télécommunications	
ENSTA	École Nationale Supérieure des Techniques Avancées	
SUPELEC	École Supérieure d'Électricité	
ESPCI	Ecole Supérieure de Physique Chimie (Paris)	
ENSAM	Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers	
INPG	Institut National Polytechnique de Grenoble	
IDN	Institut Industriel du Nord	
ISEP	Institut Supérieur d'Électronique de Paris	
INSA	Institut National des Sciences Appliquées	
ISEN	Institut Supérieur d'Électronique du Nord	
CESTI	Centre d'Études Supérieures des Techniques Industrielles	
HEI	Hautes Études Industrielles - Lille	
ESME SUDRIA	École Spéciale de Mécanique et d'Électricité	
ESTP	Ecole Spéciale des Travaux Publics	
Autres	Préciser :	

UNIVERSITES		
DIPLÔMES	PRECISIONS/LIEUX	OBTENU (ANNEE)
Doctorat d'État		
Doctorat de 3ème cycle		
Doctorat d'Ingénieur		
DEA		
DESS		

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

MSTCF, Maîtrise de Sciences et Techniques comptables et financières		
MSG, Maîtrise des Sciences de Gestion		
MIAGE, Maîtrise de méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion de l'Entreprise		
Maîtrise en droit		
Maîtrise en Sciences Économiques		
(CELSA) Maîtrise d'Information et de Communication		
Licence en droit		
Licence en Sciences Économiques		
Autres maîtrises		
Autres licences		
DEUG		
DEUST, Diplôme d'Études Universitaires Scientifiques et Techniques		
DUT, Diplôme Universitaire de Technologie		
Diplôme étranger		
Master CCA, Comptabilité Contrôle Audit		
Autres Masters		
Autres diplômes universitaires		